

Pour des lendemains meilleurs

B. Clabots¹

Aux Philippines, les femmes prennent position contre les techniques de pêche destructrices et non viables. Sur la petite île de Siquijor, elles ont commencé à jouer un rôle important dans la gestion de quelques aires marines protégées en milieu communautaire (AMP). Avec le soutien technique de leurs collectivités locales et d'une ONG appelée Fondation pour l'éducation à la conservation côtière, certaines d'entre elles se sont vues confier la gestion de sanctuaires marins, ce qui aura des retombées positives sur la communauté tout entière.

Les aires marines protégées sont un outil majeur pour la conservation marine dans le monde, et il est reconnu que l'association des parties prenantes est fondamentale pour leur réussite. Bien que l'on compte aujourd'hui plus de 1 000 AMP aux Philippines, seules 20 à 30 % d'entre elles sont efficacement gérées. Soucieux de mettre en place une gestion concertée des AMP, les ONG et les organismes publics se sont toujours tournés en priorité vers les pêcheurs, considérés comme les parties prenantes les plus importantes.

Les pêcheurs sont parfois déjà membres d'associations de pêche et, dès le démarrage du processus de création d'une AMP, ces associations sont sollicitées pour en assurer la gestion aux côtés des collectivités locales. Comme les femmes qui ramassent des coquillages et des oursins n'ont jamais été considérées comme des « pêcheurs », les associations de pêche sont totalement ou presque dominées par des hommes. Comme les femmes ont été systématiquement privées de la possibilité de participer à la gestion des AMP, elles sont souvent absentes ou peu représentées dans les équipes de gestion. Les associations de pêcheurs et les collectivités locales fournissent le temps et le travail nécessaires à la gestion des AMP, ce qui signifie aussi qu'ils empochent les recettes provenant des droits d'entrée versés par les plongeurs.

Plusieurs études de cas font état de la contribution positive des femmes à la gestion des aires marines protégées, mais aucune d'entre elles ne concerne les AMP créées en pleine mer. Cet article examine le rôle et l'efficacité de la participation des femmes à la gestion des aires marines protégées créées en pleine eau aux Philippines.

À Siquijor, on connaît deux cas où des femmes ont pris l'initiative de créer des AMP. Dans un lieu-dit appelé Maite, 28 femmes ont constitué leur propre association

et l'ont fait enregistrer. Poussées et encouragées par une retraitée de l'endroit, elles sont à l'origine de la création de l'AMP. En 2009, elles ont collaboré avec leur propre conseil et avec l'association de pêcheurs (dont de nombreux membres sont leurs conjoints) pour établir une AMP dans les eaux avoisinantes. Dans un autre village, Bino-ongan, 11 femmes qui ne sont membres d'aucun groupement, ni de l'association de pêche locale, ont bénévolement pris le temps d'aider le conseil municipal à créer et maintenir une AMP. Selon les femmes de Bino-ongan, les pêcheurs locaux et leur association ne manifestaient pas le moindre intérêt à la perspective de créer et de gérer une AMP. L'assistance apportée par ces femmes au conseil municipal a permis d'entreprendre les études écologiques de base et de délimiter l'AMP au moyen de lignes de bouées faites maison avec des bouteilles en plastique.

À Maite, la plupart des femmes associées à la gestion de l'AMP ont entre 23 et 73 ans et ne sont pas celles qui ramassent des coquillages ; ce sont principalement des femmes au foyer qui mènent diverses activités rémunératrices en parallèle. Malgré les longues heures consacrées à leurs responsabilités domestiques non rémunérées, elles participent à tous les aspects de la gestion de l'AMP. Jour et nuit, elles prennent des tours de garde pour surveiller l'aire, réprimander les contrevenants, nettoyer la plage, entretenir la guérite de surveillance et les lignes de bouées, ramasser les acanthasters et plonger en apnée sur le récif pour en surveiller l'état. Par comparaison avec un autre site d'étude qui est géré par un groupe strictement masculin, les femmes de Maite semblent avoir tenu les registres plus efficacement, travaillé avec un budget plus serré et fait preuve de bien plus d'enthousiasme pour partager l'information avec les autres villageois.

Bien qu'elles ne pêchent pas, les femmes des deux sites étudiés avaient une connaissance bien plus fine de l'état des pêcheries locales. Elles étaient conscientes de leur dégradation et du fait que leurs enfants pourraient être privés d'un avenir décent dans la pêche, autant de raisons qui justifiaient leur engagement dans l'AMP. Certaines ont déclaré qu'il était de leur devoir de citoyenne de protéger le récif local des pratiques de pêche destructrices. Comme le dit l'une des femmes de Maite : « Nous sommes des *barangay* (pionnières), celles qui ont créé ce sanctuaire. Nous devons protéger notre sanctuaire, nos ressources, les coraux et les poissons parce qu'il y a

¹ School of Marine and Environmental Affairs, University of Washington, Seattle. Courriel : barbara.m.clabots@gmail.com

tellement de pêche illicite dans notre région. Nous devons construire une guérite de surveillance et établir des tours de garde pour combattre cette pêche illicite. Nous devons protéger notre sanctuaire pour l'avenir de nos enfants. Peut-être qu'un jour nous aurons beaucoup de poisson ».

À l'inverse, les quelques pêcheurs impliqués dans la gestion de l'AMP de Maite ont justifié leur participation par l'espoir de gagner davantage avec la reconstitution des stocks de même qu'avec les projets des pouvoirs publics en marge de l'AMP, comme les plantations d'arbres et la culture d'algues.

Malgré sa petite superficie, l'AMP de Maite est un site de plongée prisé des agences locales de tourisme et, sur les trois dernières années, il a rapporté à la communauté 6 000 dollars de droits d'entrée acquittés par les plongeurs. Seulement 15 % des bénéfices sont divisés entre les 50 membres de l'équipe de gestion, soit un gain annuel de 6 dollars par membre en moyenne. Cet avantage pécuniaire est bien trop faible pour être considéré comme le principal moteur de l'action menée à Maite. Aujourd'hui, l'augmentation de la taille des prises profite à toute la communauté, ce que de nombreux villageois attribuent à l'AMP.

Les fonctionnaires locaux voient d'autres avantages à la participation des femmes à la gestion des ressources côtières, notamment une meilleure sensibilisation des villageois et un recul notable des conflits. Dans les projets qui visent à développer les moyens de subsistance, les femmes feraient preuve de plus d'initiative, sauraient déléguer, tiendraient compte des aspects de détail et seraient les plus travailleuses, d'où de meilleurs résultats.

De nombreuses raisons justifient d'inclure les femmes dans le processus d'établissement et de gestion des aires protégées. Étant donné que les petites AMP englobent souvent la zone intertidale, les pêcheurs qui ramassent les coquillages et les oursins à marée basse, majoritairement des femmes, sont les principaux utilisateurs de la ressource et sont de ce fait des parties prenantes essentielles. Leur connaissance fine de la zone intertidale peut être mise à profit pour améliorer la gestion et de plus, les coquillages et oursins qu'ils ramassent sont parfois leur principale source de nourriture. En effet, le poisson capturé par les hommes est souvent vendu tandis que les invertébrés prélevés sur les platiers constituent le repas du soir.

Par ailleurs, lorsqu'une AMP est créée, les pêcheurs peuvent toujours déplacer leurs bateaux plus au large pour appliquer les nouvelles restrictions, tandis que les personnes qui collectent des coquillages sur les platiers n'ont pas vraiment d'autre endroit où aller. Il ne fait aucun doute que les pêcheurs à pied et les femmes qui pratiquent la pêche sont les plus désavantagés par l'établissement d'une AMP et il faut donc les considérer comme les parties prenantes les plus importantes. Selon les chercheurs spécialisés dans les aires marines protégées, associer les femmes à la gestion des ressources naturelles « développe la collaboration, la solidarité et la résolution des conflits ». Les ressources naturelles sont une source de différends fréquents aux Philippines où les pêcheurs artisanaux sont quotidiennement en butte à la pêche commerciale et à l'épuisement des stocks. Il y a donc lieu d'associer systématiquement les femmes à la gestion des aires marines protégées pour améliorer la conservation des espèces marines, de même que pour les autonomiser et promouvoir l'égalité des sexes.